

Brochure n° 3333

**Convention collective nationale**

**IDCC : 2198. – ENTREPRISES DE VENTE À DISTANCE**

---

**AVENANT DU 9 DÉCEMBRE 2009**

**À L'ACCORD DU 24 MARS 2005 RELATIF À LA FORMATION PROFESSIONNELLE**

NOR : *ASET1050390M*

IDCC : 2198

Entre :

Le syndicat national social des entreprises de vente à distance ;

Le syndicat des entreprises de vente par catalogue du nord et de l'est de la France,

D'une part, et

La fédération nationale du personnel d'encadrement des industries chimiques et connexes, branche VAD, CFE-CGC ;

La fédération des syndicats, commerce, services et force de vente CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Le présent accord a pour objet, dans le cadre de l'article L. 6332-18 portant création du fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels (FPSPP), de fixer les modalités permettant de répartir les sommes mentionnées aux 1° et 2° de l'article L. 6332-19 du code du travail.

les parties signataires décident :

## **Article 1<sup>er</sup>**

### *Champ d'application*

Le présent accord s'applique à l'ensemble des entreprises telles que définies à l'article 1<sup>er</sup> « Champ d'application » de la convention collective nationale des entreprises de vente à distance (VAD).

## **Article 2**

### *Répartition*

Le montant calculé selon les modalités fixées par l'article L. 6332-19 du code du travail est réparti comme suit :

- 90 % au titre de la professionnalisation ;
- 10 % au titre du plan de formation. Ce montant s'impute sur l'obligation conventionnelle qui résulte de l'article 12.12.1 de l'accord du 25 mars 2005 sur la formation professionnelle dans la vente à distance.

## **Article 3**

### *Date d'application*

Le présent accord entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2010.

Les parties conviennent de se revoir dans la mesure où les besoins de financement résultant des engagements de formation pris par le FORCO au titre de la professionnalisation et du plan de formation ou l'évolution des taux tels qu'ils résultent de l'article L. 6332-19 du code du travail conduiraient à modifier cette répartition.

La décision sera prise par les parties signataires du présent accord, après examen du bilan annuel demandé au FORCO.

## **Article 4**

### *Dénonciation. – Révision*

La dénonciation du présent accord s'effectue selon les dispositions des articles L. 2261-9 et suivants du code du travail.

La demande de révision du présent accord peut s'effectuer par l'un des signataires, conformément à la procédure prévue aux articles L. 2261-7 du code du travail et suivants.

## **Article 5**

### *Dépôt. – Extension*

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-3 du code du travail, le présent accord sera déposé par la partie la plus diligente auprès des

services centraux du ministre chargé du travail en un exemplaire original sur support papier et un exemplaire sur support électronique.

Les parties signataires conviennent de procéder à la demande d'extension du présent accord.

Fait à Marcq-en-Barœul, le 9 décembre 2009.

(Suivent les signatures.)